



IGA SOS Racisme
Postfach 810
CH - 4502 Solothurn
Mobile: +41 (0)79 670 83 22
iga.sosracisme@vtxmail.ch

Droit d'asile et étrangers: Large coalition nationale contre les durcissements prévus

Prise de position de IGA SOS Racisme, Soleure

« Depuis le 1 janvier 2008, des milliers de personnes - requérants déboutés, requérants dont l'admission provisoire a été levée, étrangers auxquels les autorités ont retiré le permis d'établissement ou l'autorisation de séjour - ont été mises au régime de « l'aide d'urgence », comme les personnes frappées d'une non-entrée en matière, les "NEM", qui s'y trouvent depuis 2004.

Après 4 ans d'observation sur le terrain, nous sommes en mesure de rendre compte de ce que le concept d'aide d'urgence recouvre concrètement : quelques sous (de 10 à moins de 5 francs par personne, selon les cantons), des bons Migros ou des repas pré-cuits et préemballés sous plastique, des soins médicaux en cas d'urgence seulement et le bannissement dans un « centre d'accueil minimal » aux périphéries des villes ou sur les montagnes. Avec en prime, la peur d'être arrêté et/ou amendé pour « délit de séjour » à chaque contact avec l'administration.

Il y a abus de langage et tromperie sur la marchandise. En réalité, cette « aide » à caractère fortement dissuasif s'apparente à un instrument de contrainte : plus qu'un retour (souvent impossible) dans leur pays, l'aide d'urgence vise à pousser les migrants indésirables à « disparaître » dans la clandestinité, ici ou ailleurs.

Non seulement il ne faut pas élargir l'aide d'urgence à ceux qui ont déposé une deuxième demande d'asile, mais il faut abolir les régimes cantonaux d'aide d'urgence qui constituent une atteinte à l'intégrité psychique et même physique des personnes concernées. Il est intolérable qu'un Etat de droit recoure à de tels moyens pour se débarrasser des catégories de personnes auxquelles il a retiré le droit de séjour »

IGA SOS Racisme Solothurn ist eine Anlauf- und Beratungsstelle für alle Personen mit einem unsicherem oder ohne Aufenthaltsrecht (Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene, Asylsuchende mit einem NEE Entscheid, abgewiesene Asylsuchende oder Sans papiers).

Sie bietet Sozial- und Rechtsberatung bei der Wahrung oder Wiederherstellung der Menschenrechte der Ratsuchenden, die Opfer von Diskriminierungen geworden sind, ob diese aufgrund ihrer Herkunft, ihrer Religion, ihrer Hautfarbe, ihrer sozialen Situation oder ihres aufenthaltsrechtlichen Status (in diesem Fall spricht man von institutionellen Diskriminierung) geschehen.

Koordinatorin / coordinatrice: Françoise Kopf